

# Le projet de centre de protonthérapie wallon renvoyé aux calendriers des grecques

■ Selon des voix universitaires et IBA, le récent scandale au sein de l'ISPPC bloque l'avancement du projet carolo.

**B**igre. Le projet wallon d'un centre de protonthérapie localisé à Charleroi serait-il définitivement maudit ? A en observer les rebondissements successifs en sa défaveur, on pourrait le croire. Dernière tuile en date : cette signature dans le chef de l'ISPPC, l'intercommunale de santé publique du pays de Charleroi, qui tarderait à être apposée sur le fameux contrat liant les différentes parties prenantes dans ce dossier on ne peut plus sensible. C'est en tout cas la critique qui est aujourd'hui formulée par plusieurs universitaires porteurs du projet ainsi que par le fournisseur in fine sélectionné, la société wallonne IBA.

**Un centre de recherche censé voir le jour en 2020**

Pour rappel, on parle ici du projet de plateforme de recherche porté par l'ancien exécutif wallon PS-CDH (une nouvelle majorité gouvernementale MR-CDH est effective au sud du pays depuis la fin juillet NdR) et par l'ULB, l'ULg, l'UMons et l'UNamur qui doit être installé à Charleroi, à proximité de l'Hôpital civil Marie Curie. Coût de l'investissement 100 % public : 47 millions d'euros. Comptez la moitié pour l'achat de la machine d'IBA (le Proteus One) et l'autre pour le financement de programmes de recherche étalés sur huit ans pour les quatre universités francophones impliquées.

De son côté, l'ISPPC interviendrait à hauteur de 12 millions d'euros pour la construction du bâtiment destiné à héberger la machine. L'intercommunale est désormais en possession du terrain qui serait donc dédié au centre en question.

"Le projet, en vue de sa finalisation, n'est toujours pas passé sur la table du conseil d'administration de l'ISPPC", regrette un académique et fin connaisseur du dossier. "L'intercommunale a visiblement d'autres priorités pour le moment, à commencer par le nettoyage de ses écuries."

"Vu les problèmes de gouvernance auxquels l'hôpital est aujourd'hui confronté, s'impatiente une autre source universitaire, le dossier de la protonthérapie paraît à nouveau postposé. Ce centre aurait dû voir le jour en 2020. Compte tenu des circonstances actuelles, je pense qu'il est plus prudent de ne plus fixer de date précise quant à sa concrétisation..." Contacté, Dominique Demonté (ULB), le représentant des quatre universités porteuses du projet, n'a pas souhaité commenter cette information.

**L'ISPPC doute encore de la viabilité du projet**

Du côté de la société wallonne IBA – leader mondial en protonthérapie – qui, au terme d'une longue saga judiciaire, a finalement décroché le marché carolo, le son de cloche est similaire. "L'ISPPC, qui doit héberger le centre de protonthérapie wallon, est aujourd'hui censée signer le contrat mais le récent scandale qui a éclaté au sein de l'intercommunale (en mai dernier, divers problèmes de gouvernance dans le chef du directeur général Philippe Lejeune avaient été mis au jour au sein de l'institution NdR) a bloqué tout acte de leur côté", rapporte Yves Jongen, fondateur d'IBA et porteur du projet pour l'entreprise. "La situation est donc actuellement suspendue jusqu'au moment où ils auront mis leurs affaires en ordre. Cela fruste aussi bien IBA que les universités."

Une critique qui n'a pas manqué de faire réagir le président du conseil d'administration de l'ISPPC, le libéral Nicolas Tzanetatos. "L'argument selon lequel la concrétisation du futur centre de protonthérapie de Charleroi serait suspendue à notre seule signature est totalement faux", s'échauffe l'intéressé. "Il n'est pas correct non plus de dire que les problèmes de gouvernance que nous avons rencontrés en interne contribueraient à retarder le projet. En réalité, souligne-t-il, nous avons encore des doutes quant à sa viabilité. Qui peut en effet me garantir aujourd'hui que le futur centre de protonthérapie wallon sera 'self-supporting', qu'il sera encore rentable dans cinq ans ? La question du remboursement de la protonthérapie par l'Inami se pose !" Et le même d'insister : "L'ISPPC, seule, ne peut pas alimenter une telle machine de protonthérapie. Il nous faut des garanties de la part des autres hôpitaux wallons et de la région, notamment du GHDC (Grand hôpital de Charleroi). Voilà pourquoi les discussions actuelles autour des futurs réseaux hospitaliers dans le cadre de la réforme De Block auront très clairement un impact sur nos décisions relatives au centre de protonthérapie wallon."

Ainsi, tandis que l'on nous confirmait mercredi dans les rangs des Cliniques universitaires Saint-Luc que l'autre futur centre belge de protonthérapie, celui de Leuven à vocation clinique et financé exclusivement par l'UCL et la KUL, serait bel et bien finalisé comme annoncé à la mi-2019 sur le campus du Gasthuisberg, plus aucune date n'était émise quant à la concrétisation du projet carolo... déjà fameusement retardé par une succession de recours (voir "la guerre des protons" dans LLB du 21/02/2017) à son encontre.

Alice Dive

Tandis que le centre de Leuven sera bel et bien finalisé à la mi-2019, plus aucune date n'est émise quant à la concrétisation du centre carolo.